

Pour une alimentation saine et une agriculture paysanne

Evit ur boued yac'h hag ul labour-douar gant peizanted

La Bretagne est la première région agricole française. Elle concentre 58 % de la production porcine française, 42 % de la production d'œufs et 22 % de la production laitière, sur 6 % du territoire français. **Et pourtant, le modèle agricole breton est à bout de souffle et pose des problèmes sociaux, environnementaux et économiques.**

De 150 000 exploitations agricoles professionnelles en 1970 en région Bretagne, on est passé à 37 657 exploitations en 2007. Chaque année, le nombre d'actifs dans l'agriculture diminue de 2500 et le nombre d'actifs dans l'agroalimentaire de 1500, alors que le secteur agricole et agroalimentaire est le premier employeur de Bretagne. On observe également une amplification du rythme des départs et un ralentissement des installations.

L'agrandissement des exploitations pose par ailleurs les problèmes du coût, inabordable au moment de la transmission pour les nouveaux arrivants et du risque de la perte de la dimension familiale et paysanne de l'agriculture. Cette course à la concentration ouvre également la porte au développement de la spéculation financière dans la gestion des exploitations.

En raison de cette course à l'agrandissement et de la perte de surface disponible, principalement due à une mauvaise gestion de la politique d'urbanisation, chaque année 500 jeunes qui souhaitent s'installer ne le peuvent pas.

Cette évolution régionale s'inscrit dans un contexte national qui suit une tendance comparable. Selon le projet de loi modernisation de l'agriculture du 13 janvier 2010, il y avait en 1970 1 million 600 000 exploitations agricoles en France ; aujourd'hui il n'en reste plus que 326 000 et le nombre d'actifs agricoles permanents a suivi la même tendance.



Sur le plan environnemental, les méthodes de l'agriculture intensive ont une lourde responsabilité quant à la pollution de l'eau. Cet enjeu est récemment revenu au cœur de l'actualité bretonne, via la problématique des marées vertes, et demande un changement de cap volontariste. La France est régulièrement condamnée par Bruxelles sur la qualité de l'eau, en particulier en Bretagne, et la tendance n'a pas été inversée ces dernières années malgré la pression des associations.

Une autre conséquence de l'agrandissement des exploitations est la perte de 1 000 km de talus chaque année en Bretagne (chiffre INSEE). En plus de l'érosion des sols ainsi favorisée et de la diminution de la biodiversité rurale, cela représente la disparition d'une ressource énergétique aux avantages non négligeables : énergie de proximité, ressource renouvelable et fonction de piège à carbone. Dans le même temps, près de la moitié de la consommation d'énergie agricole est due à la production et l'utilisation d'intrants azotés.

Le modèle productiviste breton n'est pas non plus viable économiquement : nous sommes l'avant-dernière région de France métropolitaine pour les revenus agricoles et la valeur ajoutée agricole, pour la deuxième année consécutive. Les consommateurs, les salariés de ce secteur et la grande majorité des paysans ont été écartés de ce modèle, qui a principalement bénéficié aux entreprises agro-industrielles.

Comment la politique régionale peut-elle contribuer à répondre à ces défis ?

Depuis 2004, les investissements décidés par la Région n'ont pas été à la hauteur des enjeux. Moins de 2 % du budget 2010 de la Région Bretagne revient à l'agriculture et à l'agroalimentaire (22 millions 450 000 euros, sur un budget global de 1 milliard 155 millions d'euros). Une partie importante de ces fonds sert à réparer les dégâts du productivisme (aides aux filières en crise, etc.), alors que la priorité devrait être de soutenir le passage vers une autre agriculture. Avec si peu de moyens, il est illusoire de penser pouvoir changer de modèle agricole.

Au sein du nouveau Conseil régional, Europe Écologie Bretagne aura à cœur de mettre en cohérence la politique de la Région avec les attentes fortes de la société bretonne. Les préoccupations des Bretonnes et des Bretons concernant la sûreté alimentaire, les algues vertes et la qualité de l'eau, l'emploi, la préservation des paysages et l'activité dans les campagnes méritent qu'on se donne les moyens d'y répondre.

Il est essentiel d'inscrire l'agriculture dans une stratégie transversale permettant d'apporter des solutions globales, à la fois sur le plan de l'alimentation, de l'activité dans les territoires ruraux et de l'environnement.



Nos engagements

Progresser vers la maîtrise publique du foncier et de l'usage des sols

La population bretonne augmente de plus de 30 000 personnes par an et la question de la répartition spatiale de la population devient cruciale. Il est donc important de mettre fin au démantèlement des campagnes et d'y maintenir de l'activité et des services publics.

Nos propositions

- **Compenser un départ par une installation en agriculture et permettre 2 000 installations par an.**
- **Faire de l'Établissement public foncier régional (EPFR) le moyen privilégié pour faciliter les installations agricoles, en coordination avec les autres outils du foncier (SBAFER).**
- **Encourager les initiatives associatives de gestion coopérative des terres, en engageant un partenariat, par exemple avec Terre de liens.**

Les terrains acquis pourront être alloués selon des critères de durabilité pour permettre des installations, prioritaires et d'utilité publique et ainsi développer un modèle d'agriculture biologique et paysanne. Il s'agit ainsi de sortir de la logique d'agrandissement injustifié des exploitations, afin d'apporter une réponse concrète aux candidats à l'installation qui souhaitent travailler sur des exploitations plus petites que la moyenne et avec des objectifs de valorisation des produits. Sont dans ce cas un tiers des candidats qui souhaitent s'installer chaque année.

Une plus grande maîtrise de l'usage des sols permettra aussi la préservation de zones fragiles importantes pour la protection de l'eau et de la biodiversité (zones humides, littoral, etc.). Le maintien et la restauration des bocages et des talus (forêt linéaire) seront recherchés.

Soutenir les pratiques agricoles biologiques et paysannes en doublant le budget consacré à l'agriculture et en réorientant les aides

Le dispositif de conditionnalité des aides à l'agriculture et aux entreprises agroalimentaires sera remis à plat. Les aides seront réorientées afin de soutenir fortement l'agriculture paysanne et biologique et de refuser des subventions à des projets « productivistes », caractérisés par la concentration et l'industrialisation des fermes et des moyens de production, l'utilisation des OGM ou la production d'agrocarburants (de 1^{re} et de 2^e génération).



L'agriculture conventionnelle est fortement financée par ailleurs par les aides de la politique agricole commune (PAC), alors que 2 660 paysans n'ont pas du tout d'aides de la PAC cette année, et elle peut bénéficier d'économies d'échelle. Il est donc légitime de plafonner les aides régionales pour ce type d'exploitations, sur la base du projet agricole départemental.

Nos propositions

- **Passer du « 1 € à l'agriculture biologique et responsable pour 1 € à l'agriculture conventionnelle » au « 100 % des aides régionales au bio et durable ».**
- **Stopper immédiatement les aides régionales allouées à des modes de production intensive (exemple : acquisition de pulvérisateurs).**
- **Octroyer une aide identique à tous jusqu'à 50 ha et limitée au-delà, pour ne pas inciter à la restructuration et à la course à l'agrandissement des exploitations.**
- **Doubler les aides régionales à l'agriculture, sans augmenter les impôts. Les ressources nécessaires seront tirées en particulier des fonds PAC « deuxième pilier ».**

Aujourd'hui non exploité dans tout son potentiel, ce dispositif permet de cofinancer avec les États et les Régions des projets innovants de valorisation des productions agricoles et alimentaires. Il sera nécessaire de construire des partenariats entre collectivités pour porter des projets éligibles au niveau européen. L'objectif est de développer l'aide aux projets d'agriculture non-conventionnelle, comme ça a été le cas dans d'autres régions de France (Rhônes-Alpes), et de valoriser les fonctions non marchandes de l'agriculture.

Obttenir le droit de gérer en Bretagne les crédits de la Politique agricole commune

Nous rentrons dans une phase de négociation budgétaire de la politique agricole commune pour la période d'après 2013. La PAC actuelle pose bien des problèmes, en particulier quant à la répartition des aides et sa cohérence à l'égard des autres pays du monde et principalement des pays du Sud.

Avec les autres régions de France et d'Europe nous souhaitons impulser la réécriture d'une PAC plus légitime, permettant une agriculture plus autonome, créatrice d'emplois et pouvant répondre aux grands défis majeurs auxquels l'humanité tout entière est confrontée : la faim et la malnutrition, le réchauffement climatique, l'énergie, la répartition spatiale des populations... Nous souhaitons peser pour que l'Union Européenne mette fin à la politique de dumping des produits agricoles et alimentaires, créant de fait une destruction des agricultures paysannes dans les pays les plus pauvres.



Nos propositions

- Faire pression pour obtenir la régionalisation mais aussi la mutualisation des aides de la PAC, pour éviter les inégalités au niveau national, entre les agriculteurs et les agricultures des différentes régions.
- Favoriser la coordination interrégionale pour peser sur la PAC de l'après 2013, afin qu'elle soit plus solidaire et cohérente.

Pour en finir avec les marées vertes, reconquérir la qualité de l'eau

Les marées vertes sont un symptôme grave du problème des pollutions de l'eau en Bretagne. Elles sont aussi la conséquence du laxisme de l'État. Nous considérons qu'il est irresponsable de ne proposer qu'une prise en charge financière du ramassage des algues ou un saupoudrage d'aides. De nombreux bassins versants sont concernés, c'est donc sur la quasi-totalité de la Bretagne qu'il faut agir.

Nos propositions

- Répondre à l'urgence en mettant en place une stratégie ciblée en concertation avec les acteurs de terrain dans les secteurs où la situation sanitaire est la plus critique (par exemple le bassin versant de La Lieue de Grève).
- Engager un Plan marées vertes crédible et concerté :
 - Réorienter les aides agricoles vers des pratiques responsables : limitation des épandages d'engrais et évolution des grands élevages intensifs vers des modes de production moins polluants ; conversion des cultures de maïs en prairies ou en cultures qui ne nécessitent pas d'apports d'engrais azotés.
 - Rechercher la maîtrise progressive des terrains grâce aux outils publics fonciers.
 - Travailler en partenariat avec les associations qui luttent depuis des décennies pour mettre les pouvoirs publics face à leurs responsabilités.
- Demander à nouveau et obtenir le transfert de compétence sur la gestion de l'eau pour piloter une politique de reconquête de la qualité de l'eau.
- Faire enfin respecter la loi : placer la Région du côté des collectivités, des citoyens et des associations, comme garante du bien commun (comme dans le cas de l'Erika).



Créer des filières courtes de valorisation des produits agricoles dans chaque territoire

Une alimentation saine et accessible à tous est une priorité. La politique régionale doit permettre d'assurer des débouchés aux agricultures biologique et paysanne par des filières et des circuits cohérents. Elle doit tenir compte de la diversité des modes de distribution des produits agricoles et alimentaires.

Nos propositions

- **Renforcer le soutien aux marchés de proximité et aux circuits courts, pour assurer l'offre de produits biologiques et paysans aux particuliers et à la restauration collective (lycées, collectivités, etc.).**
- **Encourager fortement l'agriculture sous signes officiels de qualité par le soutien à l'organisation collective des producteurs.**

Ces filières courtes de transformation et valorisation de la production bretonne locale seront synonymes de débouchés, de forte valeur ajoutée et d'emplois. Ce cadre permettra aussi de soutenir l'agriculture non-conventionnelle, de renforcer les partenariats entre les métiers de l'agriculture et de l'artisanat et de répondre aux attentes des consommateurs.

Sensibiliser et éduquer à une alimentation plus équilibrée et moins carnée

L'alimentation excessivement carnée pose des problèmes sanitaires et environnementaux. Nous favoriserons la réhabilitation des protéines végétales dans l'alimentation humaine et la volonté de consommer local.

Nos propositions

- **Lancer une campagne de sensibilisation élaborée avec les acteurs de la restauration collective, en particulier dans les lycées.**

Lutter contre le réchauffement climatique

L'agriculture peut devenir le puits de carbone de la planète, en augmentant la proportion de prairies.

Nos propositions

- **Encourager les agriculteurs à s'engager dans cette voie, ainsi qu'à réserver une part de leurs terrains pour produire l'énergie nécessaire à l'exploitation, dans un objectif d'autonomie énergétique et non de vente.**



Conforter la liberté de cultiver sans OGM acquise en Bretagne et refuser que des produits OGM entrent en Europe par nos ports

Le refus d'introduction des OGM en agriculture et dans l'alimentation doit être une des priorités majeure pour éviter le contrôle de l'alimentation par des multinationales.

Nos propositions

- **Maintenir la Bretagne comme « région sans OGM » et soutenir toutes les initiatives visant à garantir la traçabilité des produits indemnes d'OGM.**
- **Lancer une politique volontariste de production de protéines au niveau régional et national, meilleur rempart aux importations massives de protéines contaminées en OGM.**

Atteindre progressivement notre autonomie en protéines végétales pour nourrir les élevages

Pour une politique agricole solidaire des autres peuples du monde, il n'est plus acceptable d'importer annuellement 4 millions et demi de tonnes de soja en Bretagne, (50 millions en France) qui proviennent en partie de pays touchés par la faim.

Nos propositions

- **Participer activement à la mobilisation des régions d'Europe pour mettre fin aux accords dits de Blair House, entre les États-Unis et l'Europe, qui limitent les surfaces en protéines.**
- **Impulser un véritable « plan protéines » en France et en Europe, à l'occasion de la réorientation budgétaire de la PAC de 2013, en s'appuyant sur la recherche publique et l'innovation.**

Mettre en place une politique alimentaire et agricole au sein du Conseil régional

Nos propositions

- **Demander la création d'une commission et d'une vice-présidence à l'alimentation, qui aura compétence pour mettre en œuvre une politique régionale agricole, alimentaire et environnementale.**



- Cette politique transversale et multisectorielle aura des implications fortes en termes d'emploi, d'aménagement des territoires et d'énergie.

Renforcer les partenariats avec les acteurs du monde agricole

Aujourd'hui, les partenariats de la Région avec les organisations syndicales et associatives qui luttent pour le maintien de l'agriculture paysanne et durable et contre l'exclusion en agriculture restent fragiles.

Nos propositions

- Favoriser les échanges avec ces acteurs, mais aussi avec les banques solidaires et les collectivités, pour créer plus de synergie sur les territoires et permettre la réalisation des projets.
- Créer une dynamique de concertation avec d'autres régions en France pour être force de proposition à l'échelle nationale et européenne.

